

Portugal

Du pareil au même : nouveau plan, nouveau gouvernement mais toujours la même politique

Jean-Marie PERNOT

Depuis un an, le Portugal fait la une de l'actualité européenne et se trouve aujourd'hui, avec la Grèce et l'Irlande, au cœur de la tourmente de l'Euroland. Ces trois pays, aussi différents entre eux qu'il est possible, se voient cependant appliquer (imposer) les mêmes mesures d'ajustement importées des traditionnelles boîtes à outils du FMI. Pour l'heure, celles-ci n'ont généré, ici comme ailleurs, qu'une régression sociale sans perspective de redressement économique. Les effets politiques constatés lors des élections se résument à un « sortez les sortants » qui conduit à remettre en place le parti d'opposition chassé du gouvernement dans les mêmes conditions et pour à peu près les mêmes raisons six ans plus tôt. Ainsi se poursuit l'inexorable alternance entre les mêmes à la tête d'un pays à la dérive. Pendant ce temps, la société se débrouille, la précarité se porte de mieux en mieux, nombre de salariés cumulent les emplois pour s'en sortir, le travail « indépendant » se développe et les jeunes diplômés rêvent d'émigration.

Une « aide » européenne redoutée

Le Pacte de stabilité et de croissance adopté en novembre 2010 n'ayant pas plus que les précédents apporté les résultats escomptés, le gouvernement de José Socrates a dû se résoudre à un nouveau train de mesures dès le premier trimestre 2011. Ces nouvelles propositions n'ayant pas obtenu de majorité au Parlement, le Premier ministre a présenté le 23 mars sa démission au président de la République qui lui a demandé d'assurer la transition jusqu'aux élections législatives appelées pour le 5 juin. Une semaine après la démission du gouvernement et à quelques jours d'intervalle, les trois agences internationales de notation ont une nouvelle fois et avec un bel ensemble, dégradé la note de la dette portugaise, Fitch la rabaisant au dernier degré avant le classement en *Junk Bonds* (dette pourrie). Les taux d'intérêt ont alors bondi (le taux à cinq ans passant à 10 %, celui à dix ans à plus de 9 %), contraignant le 6 avril un gouvernement désormais intérimaire à se tourner vers l'aide extérieure jugée inutile

PORTUGAL

quelque semaines plus tôt. Il semble que les banques portugaises, qui se voyaient mises à l'index sur les marchés en raison de leur forte détention de bons du trésor portugais, aient fait une sorte de « grève des achats », organisée de concert avec la Banque centrale du Portugal pour faire pression sur le gouvernement ¹.

Le 18 avril 2011, les négociateurs du FMI et de l'Union européenne sont venus à Lisbonne débattre des contreparties assorties à un plan d'aide de 78 milliards d'euros sur trois ans accordé au Portugal par le Fonds européen de stabilisation financière ². Le 3 mai, José Socrates annonçait un accord avec la « *troïka* » (FMI, Commission européenne, BCE) sur le montant du prêt et les mesures qui allaient l'accompagner. Le principal parti d'opposition (PSD, Parti social-démocrate, centre-droit) donnait son accord, ce qui était une condition puisque le gouvernement socialiste était démissionnaire. Ces mesures ont repris, en les durcissant, les termes du Pacte de stabilité et de croissance présenté en mars et refusé par le PSD. Elles vont cependant un peu plus loin en exigeant du gouvernement, quel qu'il soit à l'issue du scrutin du 5 juin, un effort rigoureux de gestion d'un appareil d'Etat demeuré pléthorique et suspecté d'offrir un nombre exagéré de prébendes au personnel politique.

Le « mémorandum d'entente » qui a scellé début mai l'accord entre le Portugal, les autorités européennes et le FMI n'est pas indolore pour le pays. Il durcit les

mesures adoptées dans les plans antérieurs : réduction des pensions supérieures à 1 500 euros, baisse de 500 millions d'euros des dépenses de santé, baisse de la durée et du montant des allocations chômage, réduction de l'indemnisation du chômage partiel, réduction de l'investissement public (report des grands projets d'infrastructures comme le TGV Lisbonne-Madrid, etc.), réduction des niches fiscales, accroissement des taxes sur la propriété immobilière, accentuation et accélération du programme de privatisations. Celui-ci prévoit la cession intégrale et rapide des entreprises publiques de l'énergie (EdP) : la compagnie aérienne TAP et les chemins de fer (REN) ainsi que la banque BPN nationalisée au plus fort de la crise. Le plan prévoit également un refinancement du système bancaire (12 des 78 milliards d'euros du plan y sont consacrés), un renflouement et une restructuration des services publics de transports avant leur cession au privé. En revanche, l'objectif de retour aux 3 % de déficit en 2012 est reporté à la fin de 2013.

Le ministre des Finances, Fernando Teixeira dos Santos, présentant le mémorandum lors de la conférence de presse du 6 mai, déclarait que celui-ci entraînerait une contraction du PIB autour de 2 % en 2011 et autant en 2012, tandis que le chômage atteindrait sans doute les 13 % d'ici 2013. Celui-ci ira très probablement au-delà puisque le taux de chômage enregistré par l'Institut de statistique était de

-
1. Ceci aurait été concerté avec Vitor Constancio, ancien gouverneur de la Banque centrale portugaise et aujourd'hui vice-président de la BCE. Lors d'une conférence de presse le 7 avril, Jean-Claude Trichet a précisé que l'institution monétaire avait « encouragé le Portugal à demander de l'aide ». Philippe Ries, *Médiapart*, 7 avril 2011.
 2. Le Fonds européen de stabilisation financière a été mis en place en novembre 2010 à l'occasion de la crise irlandaise.

12,4 % à l'issue du premier trimestre 2011¹. Le déficit prévu en 2011 a été recalculé à 9,1 % du PIB au lieu des 8,6 % attendus et la dette publique devrait atteindre 93 % de ce même PIB à la fin de cette année.

En matière de rémunération des salariés, le plan prévoit un plafonnement du paiement des heures supplémentaires à 50 % (elles étaient variables entre 50 et 100 % de l'heure normale), une désindexation du salaire minimum de l'évolution des prix et son remplacement par une indexation « sur la situation économique ». La hausse des prix dans son rythme actuel ainsi que la baisse du salaire minimum attendue du changement de mode d'indexation ne semblent guère propices à stimuler le pouvoir d'achat et la demande interne. Celle-ci, en outre, devrait être ralentie par le reclassement de certains produits de consommation entre les différents taux de TVA sachant que le taux supérieur était passé de 21 à 23 % lors du plan précédent adopté en novembre 2010.

Une part essentielle des exigences de la Commission européenne, du Fonds monétaire international et de la Banque centrale européenne vis-à-vis des autorités portugaises portait sur la réforme d'un marché du travail jugé trop rigide. Le gouvernement sortant résistait à cette pression, faisant observer que, depuis dix ans, le code du travail avait été modifié à de nombreuses reprises et qu'il n'y avait pas grand-chose à gagner de ce côté.

Mais l'opposition a vivement contredit le gouvernement, le PSD indiquant que, s'il gagnait les élections du 5 juin, il irait beaucoup plus loin dans ce domaine. Montrant aux yeux de tous qui dirigeait désormais le pays, le gouvernement a dû céder aux pressions et annoncer une nouvelle série de modifications du code du travail destinées à stimuler la compétitivité du pays. Ainsi ont été élargies les facilités de licenciements par l'introduction d'un licenciement pour « défaut de productivité » lorsque le travailleur n'atteint pas les objectifs qui lui sont fixés par l'employeur, ainsi qu'un licenciement pour inadaptation au poste de travail². Le plan a repris un accord sur la réduction des indemnités de licenciement signé dans le cadre de la concertation stratégique entre le patronat et la confédération syndicale UGT mais en l'étendant à l'ensemble des contrats existants (CDI ou CDD), et pas seulement pour les nouveaux contrats de travail. Ce plan a alourdi la dernière réforme du code du travail entrée en vigueur en février 2009 et qui avait déjà déplacé le curseur très nettement en faveur des employeurs³. L'UGT a rappelé que la Constitution du pays faisait encore référence à la notion de « juste cause » dans la justification du licenciement.

La baisse du salaire minimum inscrite dans la modification de son mode d'indexation ainsi que l'allègement de la cotisation sociale des entreprises sont également présentées comme des gages

1. L'INE (Instituto nacional de Estatística) indique également une baisse du PIB en volume de 0,6 % au premier trimestre 2011 et une augmentation des prix de 3,8 % par rapport au même trimestre de l'année précédente, www.ine.pt.

2. Cette possibilité existait déjà dans la législation, il semble qu'elle ne soit guère appliquée.

3. M. da Paz Campos Lima, « New Labour Code comes into force in wake of controversy », EIRO, avril 2009.

PORTUGAL

de souplesse pour le marché du travail. La baisse de la TSU (taxe sociale unique) n'était pas chiffrée au moment des élections : elle ne concernait de toute façon que la part patronale et s'inscrivait comme mesure de relance de la compétitivité. Si le gouvernement sortant était réticent et n'envisageait guère de la réduire au-delà de 4 points (la part patronale représente 23,7 % du salaire), le PSD annonçait son intention d'aller jusqu'à 8 à 12 points de réduction ¹.

La première question, ici comme en Grèce et en Irlande, est bien de savoir si une économie placée de la sorte en récession peut raisonnablement envisager une décreue de ses dépenses publiques dans les délais escomptés. La seconde est celle de la compétitivité, appréciée ici par les coûts du travail alors que le Portugal est un des pays aux salaires les plus bas de l'Union européenne. Les problèmes structurels du pays, fréquemment évoqués ici, renvoient aux fondamentaux de son économie, à la faible productivité et à une gamme de produits déclassée par la concurrence des pays émergents ². Si des progrès ont été réalisés dans certaines industries traditionnelles comme la chaussure, le textile continue de subir la concurrence asiatique et les débouchés restent beaucoup trop liés aux marchés voisins de l'Espagne, fortement atteinte elle aussi par la crise. Un rapport de l'OCDE sur

l'économie portugaise en 2010, tombé en plein milieu du débat de 2011, remet en lumière une des faiblesses chroniques de la compétitivité portugaise : le niveau d'éducation de la population, le taux d'abandon scolaire, le niveau général de qualification. Le Portugal reste le dernier pays de l'OCDE, après le Mexique et la Turquie, en matière de détention de diplômes du « secondaire supérieur » au sein de la population ³. Les moyens consacrés à la formation depuis vingt ans semblent insuffisants mais surtout mal orientés et d'accès inégalitaire. Ce constat avait été formulé par le gouvernement en 2005, lors du retour des socialistes au pouvoir. Longtemps aux affaires depuis la Révolution des œillets (1974), et notamment depuis l'arrimage du Portugal à la Communauté européenne, le PS n'avait pas fait grand-chose pour s'attaquer aux maux structurels de l'économie lusitanienne. La leur entrevue en 2005 a été de courte durée. Sévèrement tancé par l'Union européenne pour avoir délaissé son déficit jugé excessif, le gouvernement avait tôt fait de baisser les bras. Il s'était alors enfermé dans un autoritarisme outrancier vis-à-vis des agents de la fonction publique qui n'a résolu aucun des problèmes d'une administration coûteuse et peu efficace. En ont témoigné les longs conflits avec les enseignants et les infirmières en 2007 et 2008, dont le

1. La TSU inclut tous les prélèvements : retraites, maladie, chômage, invalidité, etc. La part revenant au salarié est de 11 % du salaire, celle des entreprises 23,7 % avant la réforme. Ce haut niveau de prélèvements est évidemment donné comme un facteur de moindre compétitivité si ce n'est qu'il s'applique à un des plus bas niveaux de salaires de l'UE. C'est indiscutablement, en revanche, un puissant stimulant du travail au noir, du travail indépendant et autres reçus verts.

2. J.-M. Pernet, « Portugal : de la crise à la crise », *La Chronique internationale de l'IRES*, n° 124, mai 2010.

3. OECD Economic Surveys : Portugal 2010.

Encadré

Déficit, chômage, précarité au Portugal

Le déficit public se montait à 4 % du PIB en 2005 ; il a baissé en 2006 et 2007 avant de remonter à 6 % en 2008 puis 7,3 % en 2009 et 9,3 % en 2010. Le taux de chômage est passé par un minimum historique en 2001 (4,1 %). Il est monté par paliers jusqu'à 9 % en janvier 2007. Il dépasse les 10 % en mars 2009 et ne cesse de croître depuis lors jusqu'à atteindre 12,4 % en mai 2011. La précarité touche environ 30 % de la population, dont les deux tiers sont rémunérés en « reçus verts », c'est-à-dire une prestation de service sans contrat de travail. Le reste, environ 1,25 millions de salariés, sont en CDD.

Premier ministre en particulier n'est pas sorti indemne¹. Le problème de la formation ne peut pas être isolé du reste car la frange éduquée de la population ne trouve pas d'emplois à la hauteur des qualifications acquises. Un bac plus 3 ou 5 pour servir dans un restaurant n'est pas une situation adéquate, elle génère découragement, colère et envie de partir.

**Une protestation sociale
de grande ampleur, avec
des problèmes de perspectives...**

Les organisations syndicales se sont vivement opposées aux programmes de restrictions imposés depuis 2008, comme elles s'étaient opposées aux plans précédents. Le 1^{er} mai 2010, 130 000 personnes ont défilé à l'appel de la CGTP-In, laquelle a renouvelé un appel à manifester le 29 mai. Cette nouvelle manifestation a connu une des plus fortes participations depuis 1974. Le 14 octobre, l'UGT quittait la table de négociations du nouveau « pacte pour l'emploi », accusant le gouvernement de ne respecter aucun des

s accords antérieurement signés et elle annonçait, une semaine plus tard, son ralliement à l'appel à la grève générale décidé par la CGTP pour le 24 novembre. C'était une première dans un pays structurellement marqué par la division entre les deux organisations. Bien que cette grève ait connu un important succès, l'élan unitaire n'a pas duré. Si l'UGT et la CGTP-In se sont encore retrouvées au coude à coude dans la défense des fonctionnaires menacés d'une suppression de leur treizième mois, les divergences se sont manifestées dès la menace de l'intervention des bailleurs internationaux.

La CGTP-In a, de nouveau, appelé à une manifestation le 19 mars tandis que l'UGT signait avec le gouvernement et les employeurs un « accord tripartite sur l'emploi et la compétitivité ». L'UGT a condamné les appels à faire grève et à manifester de la CGTP-In. L'organisation socialisante (mais qui comprend aussi des secteurs proches du PSD) a joué sur le sentiment national offusqué par l'arrivée du FMI et de l'UE. Insistant

1. J.-M. Pernot, « Portugal : le nouveau code du travail est arrivé, la crise aussi », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 116, janvier 2009. M. da Paz de Campos Lima, « Teachers protest against career and assessment system », *EIRO*, avril 2009.

PORTUGAL

plutôt sur la nécessaire unité nationale dans l'adversité, elle a condamné les démarches de protestation initiées depuis l'amplification de la crise et rappelé que sa stratégie reposait sur le dialogue et non « la lutte pour la lutte »¹.

La CGTP-In a maintenu un registre très revendicatif et elle a largement participé à alimenter une réaction offensée face à la capitulation devant l'ingérence de la *troïka* FMI, Commission européenne, BCE². Elle a appelé à une journée d'action le 18 mai 2011 contre le plan d'austérité, pour la création d'emplois et contre l'ingérence de la *troïka*. Ses dirigeants ont accusé le système politique tout entier (à l'exception du Parti communiste et du Bloc de gauche) d'avoir bradé l'indépendance et le développement du pays. Son discours n'est pas sans écho mais il semble plus entendu parmi les fonctionnaires et la frange de la population aujourd'hui encore en emploi stable que dans les larges franges du travail indépendant ou précaire. Le constat est banal mais il pèse sur les capacités du mouvement social encadré par les syndicats. Même les mobilisations réussies (comme la grève générale de novembre 2010) montrent une difficulté à mordre sur le « petit peuple » qui se débrouille au quotidien dans les franges du salariat, voire sur la partie éduquée qui se débat avec les reçus verts depuis bientôt une génération³. Ainsi cette jeune femme témoigne-t-elle pour *Le Monde* d'une sympathie pour les fonctionnaires défilant pour défendre leur treizième mois mais souligne qu'elle n'a jamais eu un seul mois de salaire réel, sans même parler de l'adéquation de ses emplois avec ses diplômes de philosophie et d'art contemporain.

Le 12 mars 2011, juste avant la démission de José Socrates, des manifestations ont fleuri sans mot d'ordre ni banderoles d'organisations dans les principales villes du pays. A Lisbonne, 100 000 personnes ont défilé, mobilisées grâce à Facebook et Twitter. Echo du « printemps arabe » ou version locale des mouvements d'« indignés » qui traversent l'Europe, ces mobilisations disent certains décalages que les organisations syndicales saisissent mais qu'elles peinent à surmonter. Les mouvements de précaires *Precarios inflexiveles* ou *Ferve* sont organisés par l'Internet, ils défendent une autonomie qui n'exclut pas les relations avec les syndicats. La CGTP-In, en particulier, est attentive à ces relations comme elle l'a montré le 9 juillet 2011 en organisant un pique-nique contre la précarité avec plusieurs organisations de jeunes et de précaires. Mais elle ne parvient guère à réduire un fossé qui, de toute évidence, demeure encore entre les organisations inscrites dans la longue durée d'un salariat « classique » (même dans les formes faiblement institutionnalisées du Portugal) et ces organisations de travailleurs précaires. Sans aller jusqu'au discrédit dans lequel se trouve le système politique, les syndicats paraissent représenter des intérêts sectoriels dans une société profondément travaillée par ses marges.

Les élections du 5 juin 2011

Comme attendu, le parti de centre-droit PSD (Parti social-démocrate) a nettement distancé le Parti socialiste et remporté les élections à l'Assemblée de la

1. Discours de João Proença, secrétaire général de l'UGT, le 1^{er} mai 2011, www.ugt.pt.

2. Resolução : « O acordo não é inevitável e não é lei ! », www.cgtp.pt.

3. *Le Monde*, 5-6 juin 2011.

République. Celles-ci ont été convoquées par le président de la République, Aníbal Cavaco Silva, après sa réélection en janvier 2011 et suite à la démission, le 23 mars 2011, du Premier ministre José Sócrates et de son gouvernement. Depuis cette date, l'équipe gouvernementale expédiait les affaires courantes, situation complexe dès lors que les mesures à mettre en place n'étaient, elles, pas très courantes. Après une période où les sondages donnaient un coude à coude entre les deux principales forces politiques, le PSD a nettement creusé l'écart dans la dernière ligne droite ¹.

Malgré une abstention qui continue sa lente progression (35 % en 2005, 40 % en 2009, 42 % en 2011), le PSD gagne 500 000 voix et passe de 29,1 % en 2009 à 38,6 % en 2011 (28,8 % en 2005). Son allié de droite, le CDS-PP (Centre démocratique et social, Parti populaire) progresse également, passant de 10,4 à 11,7 % (7,2 en 2005). Avec 38,6 % des voix, le PSD a besoin d'une alliance à droite ; son *leader*, Pedro Passos Coelho, n'a pas été long à nouer un accord de gouvernement avec le CDS-PP.

Le PS perd de son côté un nombre égal de suffrages (- 500 000) par rapport à 2009, sachant qu'il avait déjà vu un nombre équivalent d'électeurs l'abandonner entre 2005 et 2009. Aucune force de gauche ne profite de ce recul. Si le Parti communiste portugais conserve quelque 440 000 suffrages, soit le même nombre depuis 2005, la surprise est venue du Bloc des gauches (Bloco de Esquerda, BE) qui a vu la moitié de ses électeurs l'abandonner après le succès enregistré en 2009 (9,8 % en 2009, 5,2 % en 2011). En mars 2011, le *leader* du BE,

l'économiste de gauche Francisco Louça, avait pris une initiative mal comprise dans son camp en sonnant la charge le premier au Parlement contre le gouvernement, attitude qui a tactiquement libéré l'offensive suivante de la droite. Le coup de grâce lui a été porté par Fernando Nobre, personnalité dite de la société civile, fondateur de l'ONG Assistance médicale internationale (Assistência Médica Internacional, AMI), qui avait soutenu le Bloc de gauche en 2005 et en 2009 et qui, cette fois, conduisait la liste du PSD dans le district de Lisbonne. C'est donc l'ensemble de la gauche et pas seulement le PS qui a connu une lourde déconvenue électorale. Le 9 avril, un groupe de 47 personnalités très connues au Portugal avait lancé un appel à resserrer les rangs dans l'adversité dans un grand hebdomadaire du pays. Il portait la signature des anciens présidents de la République (Ramalho Eanes, Mario Soares, Jorge Sampaio), d'intellectuels, de personnalités du monde des arts et de la culture (Manuel de Oliveira, António Lobo Antunes...). L'Eglise catholique, encore influente, dispensait également des messages de concorde. Il était sans doute difficile dans un tel contexte de rendre audible un discours critique alternatif capable de produire une dynamique politique.

Le Parti socialiste, renvoyé à l'opposition, a de quoi méditer non seulement sur la défaite mais sur les dernières années de sa gestion. Il n'a pas payé dans les urnes la seule note du nouveau plan de rigueur ou des quatre précédents de la période récente. Il a fait l'objet d'un rejet d'une grande partie de son électorat en raison de carences généralisées et d'un doute

1. C. Deloy, « Droite et gauche au coude à coude à un mois des élections législatives au Portugal », Fondation Robert Schuman, 9 mai 2011.

PORTUGAL

répandu sur l'honnêteté de sa gestion. Trop de conflits d'intérêts et de scandales ont fleuri au cours de ces dernières années, trop de positions autoritaires ont dressé contre lui et son *leader* José Socrates de nombreux secteurs de l'opinion. Le scandale des autoroutes est le plus visible : le pays dispose du réseau le plus dense du monde, construit avec l'aide de financements européens et à coups de partenariats public-privé particulièrement avantageux et sans risques pour les entreprises de construction dans lesquelles se reclassaient aisément les caciques du pouvoir. Manquent juste aujourd'hui les usagers car les péages introduits récemment dans des conditions ubuesques ont renvoyé sur le réseau secondaire, pour le coup inadapté, la foule des camions qui traversent le pays chaque jour ¹.

Le FMI est déjà intervenu trois fois dans la vie du Portugal, il n'a pas laissé que de bons souvenirs, comme dans bien d'autres pays du monde. Aujourd'hui, beaucoup attendent cependant que l'arrivée d'institutions internationales mette un peu de désordre dans une fourmilière d'arrangements entre amis et d'intérêts dans lesquels celui du pays n'était pas toujours prioritaire ². Les inégalités, les rentes de situation progressivement dévoilées à l'opinion publique provoquent l'indignation croissante de générations rompues aux petits boulots, aux salaires aléatoires et à des perspectives fermées.

La question n'est pas propre au Portugal : celle d'une gauche modérée impliquée dans la rigueur et les reculs sociaux et qui enchaîne les défaites électorales, avec, à sa gauche, une mouvance qui ne parvient pas à convaincre sur ses propositions ; lorsque la pression des marchés et des banques portugaises a forcé le gouvernement à recourir à l'aide internationale, le refus de la gauche du Parlement n'a pas convaincu une opinion publique désabusée et sans grande illusion sur la santé économique du pays.

Le nouveau gouvernement issu des urnes le 5 juin comprend douze ministres (dont deux femmes et plus de ministre de la Culture). Pedro Passos Coelho, le nouveau chef du gouvernement, est entouré de deux ministres d'Etat, dont celui des Affaires étrangères occupé par Paolo Portas, le très droitier dirigeant du CDS-PP. Le programme du gouvernement a été présenté au Parlement le 30 juin, sans annonce remarquable si ce n'est l'assujettissement à venir des primes de fin d'année à l'impôt sur le revenu, le désengagement de l'Etat des entreprises publiques (abandon de ses *Golden shares*, c'est-à-dire son droit de veto sur les décisions) et la poursuite de la réduction des dépenses publiques. Deux jours plus tard, l'agence de notation financière Moody's a annoncé l'abaissement de quatre crans de la note de la dette publique portugaise, la ravalant au rang d'actif spéculatif, et de plusieurs crans les notes de diverses entreprises publiques et de quatre banques dont les plus

1. « Portugal, très chères autoroutes », *Le Monde*, 16 avril 2011.

2. « Au pire, le FMI ne manquera pas de mettre nos finances en ordre, ou sur la voie d'un certain ordre, réalisant ce dont nos partis politiques, par opportunisme, ne sont manifestement pas capables. Mais peut-être peut-il faire plus. Peut-être peut-il convaincre les électeurs de l'irresponsabilité incurable du régime et des hommes politiques qui aujourd'hui l'exploitent et le dirigent. » Vasco Pulido Valente, *Publico*, cité par P. Ries, *Médiapart*, 28 septembre 2010.

importantes sont pourtant garanties par l'Etat. De nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer cette nouvelle agression qui ne peut qu'entraver l'action du nouveau gouvernement. Il n'est pas sûr cependant que les agences de notation soient les seules à douter des capacités de la politique annoncée à faire retrouver un sentier de croissance à l'économie portugaise.

Les électeurs portugais n'ont pas voté dans l'enthousiasme. Leur confiance dans leurs responsables politiques est plus que limitée. Le syndicalisme pourrait être investi d'attentes s'il n'était entravé par

l'étroitesse de ses assises sociologiques. Ses principales forces résident, comme en bien d'autres pays, dans le secteur public. Même si celui-ci connaît les bas salaires et la précarité, les syndicats renvoient une image déformée d'un monde du travail disloqué.

Sources :

Diario de Noticias, Publico

Sites internet CGTP-In, UGT

Site internet INE

InterActiv, Planet Labor, EIRO, Médiapart